

Mars 2022

La sécurité alimentaire dans l'après-crise ukrainienne:

Le rôle que le Canada peut jouer

Rapport *Recherche* préparé pour l'ICPA par Angèle Poirier, Ted Bilyea et Al Mussell



Rapport
Recherche



Institut canadien des politiques agroalimentaires
960, avenue Carling, FEC immeuble 60
Ottawa (Ontario) K1A 0C6
www.capi-icpa.ca/fr/

Canada

Afin d'assurer la validité et la qualité de son travail, l'ICPA exige que tous les Rapports Recherche soient soumis à un processus d'examen par les pairs. L'ICPA remercie les deux pairs qui ont examiné la version préliminaire du présent rapport et formulé de précieux commentaires. Les points de vue et les opinions exprimés dans le présent document sont uniquement ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'ICPA.



Note de l'ICPA

L'invasion russe de l'Ukraine et la perturbation correspondante des exportations alimentaires ont mis un fort accent sur l'agriculture et la sécurité alimentaire mondiale. Le 9 mars 2022, l'Institut canadien des politiques agroalimentaires (ICPA) a tenu un webinaire pour explorer ce que signifie l'invasion pour les agriculteurs de l'Ukraine, du Canada et du système alimentaire mondial auquel ils contribuent.

Ce Rapport *Recherche* fournit plus de contexte sur l'état de l'offre et de la demande alimentaires mondiales, sur le rôle que jouent l'Ukraine et la Russie dans l'approvisionnement d'aliments pour la consommation humaine, d'aliments pour les animaux d'élevage en Europe et en Chine, et d'engrais pour les agriculteurs du monde entier.

Le rapport donne un aperçu supplémentaire du rôle que le Canada peut jouer à mesure que le monde passe du défi de la production agricole excédentaire qui maintient les prix et la rentabilité à un bas niveau, à un défi de la rareté qui fait grimper les prix.

Finalement, le rapport présente des recommandations et des considérations pour éclairer le dialogue sur les politiques au Canada, au moment où la chaîne de valeur agroalimentaire essaie de répondre à la crise actuelle de la sécurité alimentaire.

Principaux points à retenir

- Bien que le Canada ne possède pas de réserves de céréales ou de terres qui peuvent être mises en service immédiatement en réponse à l'invasion russe de l'Ukraine, il peut prendre des mesures à court et à long terme.
- Le Canada devrait élaborer une stratégie pour accroître son autosuffisance en engrais azotés et en sources de phosphates et devrait chercher à développer ses sources domestiques de phosphates, tout en faisant progresser la récupération des phosphates à partir des eaux usées. L'objectif de réduction des émissions associées aux engrais azotés devrait être axé sur une amélioration d'efficacité et une réduction de la dépendance aux importations.
- Un effort multinational coordonné sera nécessaire pour fournir un approvisionnement continu de blé et d'autres produits d'alimentation aux pays les plus sensibles à la perte de l'Ukraine en tant que fournisseur.
- Le Canada doit améliorer son infrastructure ferroviaire et portuaire ainsi que sa résilience de la chaîne d'approvisionnement afin d'être un fournisseur plus efficace et fiable de nourriture, d'aliments pour animaux et d'engrais.
- Les éleveurs de bétail en Europe qui dépendent des céréales fourragères importées de l'Ukraine sont en danger, ce qui pourrait créer des débouchés pour le Canada. Cependant, certains segments de la production de bétail au Canada connaissent actuellement des difficultés économiques importantes. Des stratégies devraient être mises en place pour soutenir ces industries pendant une éventuelle transition.
- Le Canada doit collaborer avec les pays où les aliments représentent une part relativement importante du revenu des ménages afin de réduire les retombées de l'invasion de l'Ukraine.



Introduction

L'invasion russe de l'Ukraine a capté l'attention du monde entier, suscitant des commentaires sur l'humanitarisme, la politique et le commerce. Des aspects importants de l'ordre mondial actuel changent soudainement, ce qui donne lieu à une crise de décès, de destruction et de victimes en Ukraine. Des souffrances secondaires, et la possibilité d'un conflit supplémentaire, sont liées à la sécurité alimentaire, car l'Ukraine est mise de côté en tant qu'exportateur agroalimentaire et les sanctions économiques contre la Russie s'élargissent. Le présent rapport de recherche analyse les répercussions du conflit russo-ukrainien sur le commerce agroalimentaire, en particulier les perspectives de production et d'exportation de l'Ukraine pour 2022 et au-delà, et présente les enjeux auxquels le Canada fait face.

Au moment d'écrire ces lignes, les exportations de céréales et d'oléagineux de l'Ukraine sont paralysées, les terminaux étant fermés et les navires fuyant les eaux ukrainiennes de la mer Noire. Parallèlement, les embargos imposés à la Russie et à la Biélorussie ont resserré l'approvisionnement mon-

dial déjà limité en engrais azotés et potassiques.

Si le conflit perdure ou prend de l'ampleur, la production agricole en Ukraine et les environs va certainement diminuer sous une occupation hostile. De plus, la Russie a annoncé des arrangements avec la Chine au début de février 2022 pour faciliter l'expansion des exportations de blé russe, ce qui pourrait finir par détourner le blé russe de ses anciens partenaires commerciaux. Ensemble, la baisse de la production ukrainienne et le détournement des exportations russes pourraient nuire à la sécurité alimentaire des pays qui dépendent le plus des produits provenant de la mer Noire.

Les effets sont déjà évidents dans les flambées des prix des céréales pour la consommation humaine, des céréales fourragères et dans le complexe des oléagineux — la volatilité étirant considérablement les demandes de financement des négociants. Cependant, les répercussions seront les plus spectaculaires sur les marchés régionaux et locaux desservis par les produits provenant de la mer Noire, qui seront confrontés à des

prix beaucoup plus élevés et à un accès et/ou une disponibilité limités. Pour bon nombre de ces pays qui dépendent de l'importation de céréales et d'oléagineux, la disponibilité et l'abordabilité menacent l'approvisionnement alimentaire et soulèvent des préoccupations d'ordre social et politique. Cela présente le spectre de conflits secondaires découlant de la sécurité alimentaire dans des pays particulièrement dépendants des importations de la mer Noire.

De plus, de nombreux acheteurs de céréales fourragères ukrainiennes sont des éleveurs de bétail et, dans certains cas, de grands exportateurs de viande. Avec l'arrêt de l'approvisionnement en céréales fourragères provenant de l'Ukraine et la montée en flèche des prix de nourriture pour les animaux, la production de bétail dans ces pays importateurs de céréales fourragères pourrait perdre son allure, ce qui entraînerait une diminution de l'offre et des prix beaucoup plus élevés pour le bétail et les produits de viande, vu que la hausse des prix de la viande ne réduit pas sérieusement la demande.



En plus des terribles souffrances humaines en Ukraine, nous devons aussi essayer d'empêcher le conflit de se propager et de devenir une crise mondiale de la sécurité

alimentaire. Les pays qui ont un excédent exportable ont à la fois un intérêt moral et géopolitique à comprendre quel rôle ils peuvent jouer et comment les politiques

pourraient ou devraient être ajustées en conséquence. Pour le Canada, cela signifie qu'il faut tenir compte des faits saillants suivants :

- À court terme, pour l'hémisphère Nord, la superficie de blé d'hiver pour cette année est fixe; la superficie de blé de printemps ne l'est pas. Le Canada a la capacité d'aider à approvisionner les pays qui dépendent le plus des approvisionnements ukrainiens perdus pour 2022, et peut-être plus longtemps. Les signaux du marché font certainement partie de la solution, et l'augmentation des prix du blé devrait favoriser une augmentation de la superficie de blé. Toutefois, un effort multinational coordonné peut être nécessaire s'il faut fournir un approvisionnement continu de blé et d'autres produits d'alimentation aux pays les plus sensibles à la perte de l'Ukraine en tant que fournisseur.
- Le Canada doit investir dans son infrastructure ferroviaire et portuaire pour améliorer la résilience de sa chaîne d'approvisionnement et sa capacité à être un fournisseur plus efficace et fiable de nourriture, d'aliments pour animaux et d'engrais. Ce n'est pas un nouveau problème, mais dans un monde plus caractérisé par la rareté et la forte demande, c'est encore plus prioritaire.
- Les industries de l'élevage qui dépendent des céréales fourragères importées d'Ukraine sont en difficulté. Les pays qui ont des avantages comparatifs et la sécurité de l'accès aux céréales fourragères produites nationalement, comme le Canada, pourraient avoir la possibilité d'accroître leurs exportations de produits du bétail.
- Le Canada se trouve dans une position où il importe des engrais russes, surtout de l'azote, malgré ses importantes réserves de gaz naturel. Mais si les engrais sont des intrants ayant une valeur stratégique dans cet environnement, une plus grande autonomie est justifiée. Dans le cas des engrais azotés, il est possible d'accroître la capacité de fabrication. Nous devons également réduire notre dépendance stratégique sur le phosphate importé en développant nos mines domestiques et en récupérant le phosphate de nos eaux usées.
- Les risques liés à la sécurité alimentaire mondiale dans cette crise ne sont peut-être pas entièrement pris en compte par les marchés, car la faim dans les pays moins développés entraîne facilement des troubles sociaux et, éventuellement, de la violence. L'invasion de l'Ukraine et la perte apparente d'approvisionnement en produits de base pourraient déclencher des conflits secondaires au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et ailleurs. Le Canada et d'autres pays doivent collaborer avec les pays qui s'affrontent à des risques pour la sécurité alimentaire liés à la guerre en Ukraine afin d'aider à assurer la paix et à prévenir d'autres conflits.

L'Ukraine en tant que fournisseur agroalimentaire

Les cinq principaux produits agroalimentaires exportés par l'Ukraine sont le maïs, le blé, le tournesol (huile de tournesol et tourteau de tournesol), l'orge et le colza. Cela est illustré dans la figure 1 à l'aide des données de 2020 de la base de données statistiques de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, FAOSTAT. L'Ukraine a exporté environ 28 millions de tonnes de maïs en 2020, soit près de 15 % des exportations mondiales de maïs. Toujours en 2020, les exportations de blé étaient d'environ 18 millions

de tonnes, soit 10 % des exportations mondiales. Si l'on combine les exportations d'huile et de tourteau de tournesol, l'Ukraine représentait environ 46 % des exportations mondiales totales. Les exportations d'orge ont totalisé 5 millions de tonnes, soit environ 13 % des exportations mondiales. Les exportations ukrainiennes de colza s'élevaient à 2,4 millions de tonnes, soit 10 % du total des exportations.

L'Ukraine est donc un exportateur hautement important de produits alimentaires de base, en particulier

le blé et l'huile de tournesol, ainsi que de céréales fourragères (maïs et orge). De plus, le produit exporté par l'Ukraine est majoritairement d'origine ukrainienne; on peut le constater en comparant les exportations et les exportations nettes de chaque produit, qui sont presque identiques. Cela signifie que, en général, l'Ukraine importe peu de ces produits pour les réexporter, et que les exportations ukrainiennes proviennent manifestement du système de production agricole ukrainien.

Figure 1. Les cinq principales exportations de l'Ukraine en volume (2020)



Source: Créé par l'ICPA à l'aide du logiciel Tableau et des données de FAOSTAT

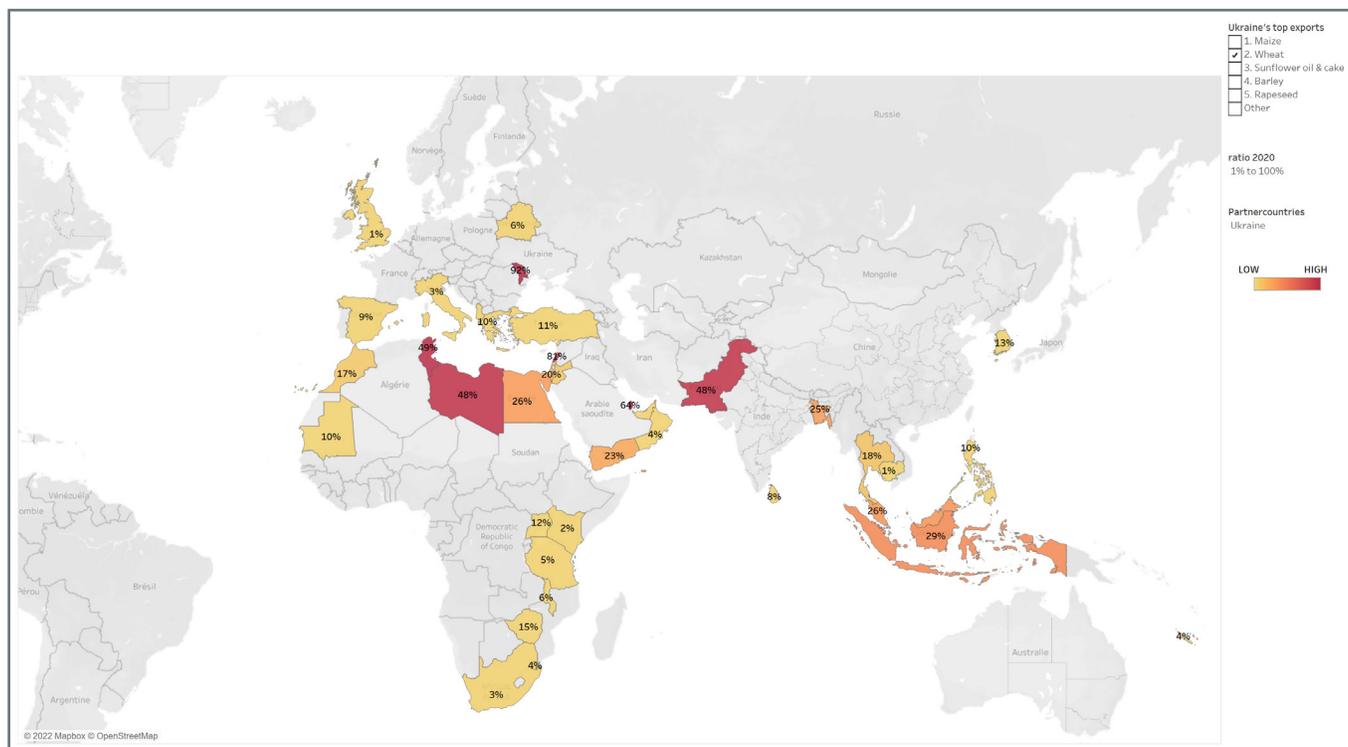
Clients des exportations agroalimentaires de l'Ukraine

L'Ukraine a une part importante des exportations à l'échelle mondiale dans chacune de ses cinq principales exportations agroalimentaires. Cependant, les exportations ukrainiennes sont encore plus importantes dans les marchés spécifiques qu'elles desservent. Cela peut être observé par la part des importations de produits ukrainiens dans les importations totales, pays par pays, et peut être représenté comme une carte de densité des pays qui dépendent le plus des importations de l'Ukraine.

a) Blé

La figure 2 présente la part des importations de blé de l'Ukraine par pays en 2020. Elle démontre que les importations de blé de l'Ukraine sont importantes sur le plan régional dans certaines régions de l'Afrique (en particulier en Afrique du Nord) et du Moyen-Orient. La figure démontre que la Tunisie et la Libye dépendent fortement de l'Ukraine comme source d'importations, l'Ukraine étant également un fournisseur très important pour l'Égypte, le Yémen, la Turquie, le Maroc et un certain nombre de pays de l'Est de l'Afrique subsaharienne. L'Ukraine a également été un important fournisseur d'importations pour le Pakistan, l'Indonésie et d'autres pays de l'Asie du Sud-Est.

Figure 2. Part de l'Ukraine dans les importations de blé, 2020

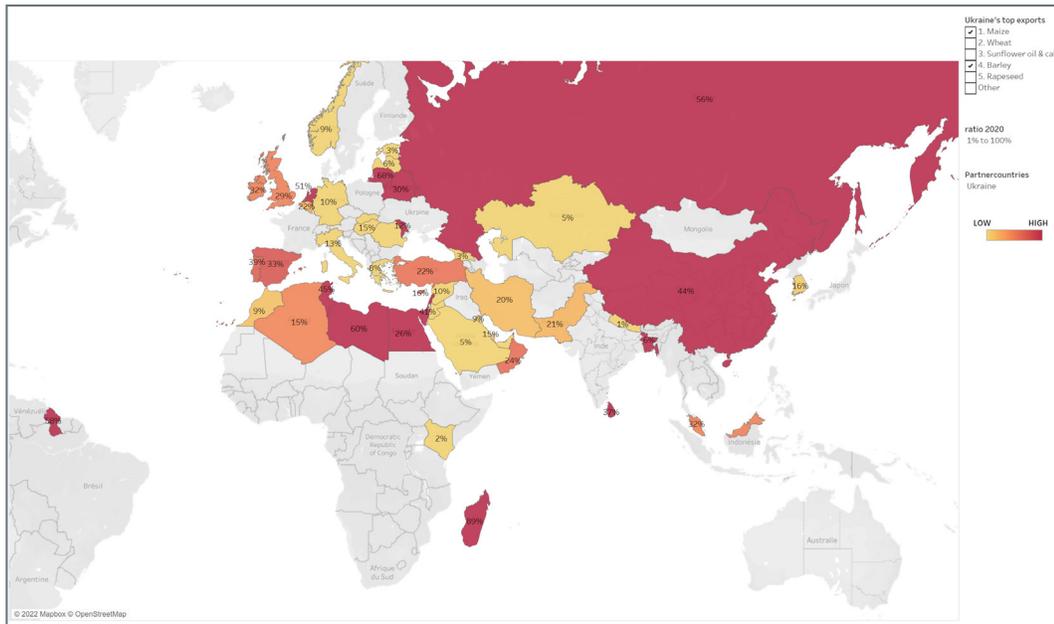


Source: Créé par l'ICPA à l'aide du logiciel Tableau et des données de FAOSTAT

b) Céréales fourragères

La figure 3 ci-dessous présente les importations combinées de maïs et d'orge en provenance de l'Ukraine en proportion des importations totales de maïs et d'orge, par pays. La figure illustre une dépendance régionale à l'égard des importations de céréales fourragères en provenance de l'Ukraine dans l'ensemble de la région de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, mais aussi beaucoup plus loin. La Chine est devenue un important importateur de maïs, et 44 % de ses importations de maïs et d'orge provenaient de l'Ukraine. Les pays d'Europe, notamment les Pays-Bas, la Belgique, l'Espagne, le Portugal et le Royaume-Uni, importent de grandes parts de céréales fourragères de l'Ukraine.

Figure 3. Part de l'Ukraine dans les importations de maïs et d'orge, 2020

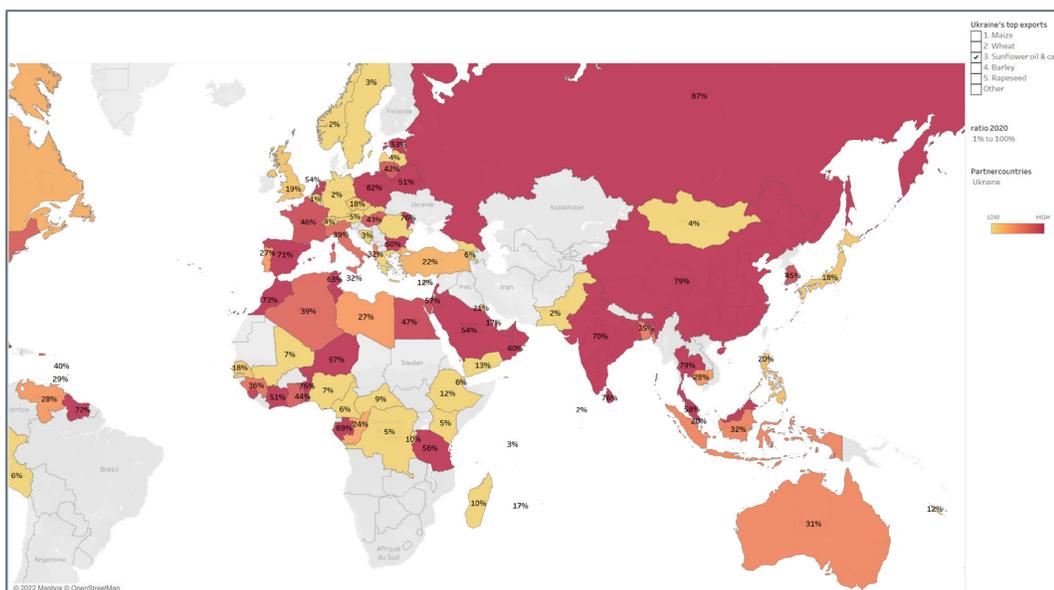


Source: Créé par l'ICPA à l'aide du logiciel Tableau et des données FAOSTAT

c) Produits de tournesol

La figure 4 présente les produits d'origine ukrainienne en proportion des importations de produits de tournesol. Comme nous l'avons vu ci-dessus, l'Ukraine est un fournisseur très important de produits importés à l'échelle régionale au Moyen-Orient et en Afrique (en particulier en Afrique du Nord). Elle est également un fournisseur important d'huile et de tourteau de tournesol pour les grandes économies plus éloignées, notamment la Chine et l'Inde, et pour une grande partie de l'Europe.

Figure 4. Part de l'Ukraine dans les importations d'huile et de tourteau de tournesol, 2020



Source: Créé par l'ICPA à l'aide du logiciel Tableau et des données FAOSTAT

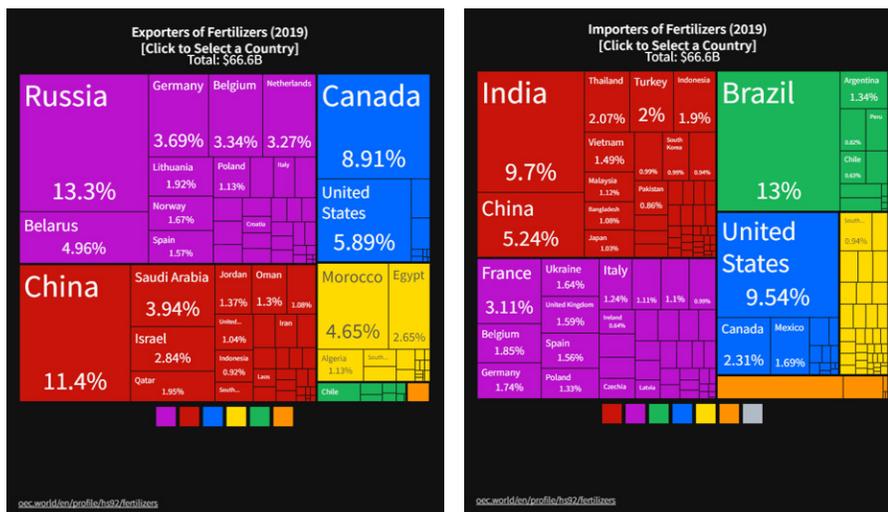
d) L'engrais cause une réaction en chaîne

Bon nombre des principaux exportateurs de céréales et d'oléagineux dépendent fortement des engrais importés; la Russie est un chef de file mondial de l'exportation d'engrais, suivie du Canada, de la Chine et des États-Unis (voir la figure 5 ci-dessous). Le conflit en Ukraine a eu pour effet d'interrompre la logistique des principaux fournisseurs que sont la Russie et la Biélorussie en mer Noire et ailleurs. En outre, comme de nombreux pays ont retiré à la Russie le statut de nation la plus favorisée (NPF) en guise de représailles à l'invasion, de nouveaux droits de douane ou d'autres restrictions s'appliquent aux exportations russes. C'est important, car la Russie est le plus grand exportateur d'engrais, et les principaux importateurs d'engrais comprennent les plus grands producteurs et exportateurs de céréales.

La figure 5 donne un aperçu fondé sur les données de 2019. La Russie était le plus grand exportateur, suivie de la Chine et du Canada. Le Brésil, l'Inde, les États-Unis et la France étaient les principaux importateurs. La figure 5 présente le commerce des engrais comme un amalgame de produits; il est fragmenté dans la figure 6. La figure 6 montre qu'en 2019, le commerce de l'urée et de la potasse (chlorure de potassium) étaient les plus importantes composantes du commerce des engrais et qu'elles étaient à peu près de la même taille en valeur (14 G\$ et 14,5 G\$). La Russie est l'un des principaux exportateurs de ces deux produits; par conséquent, le conflit russo-ukrainien menacera les exportations d'urée et de potasse et, par conséquent, les rendements des cultures de 2022 en Inde, au Brésil, aux États-Unis et ailleurs.

Figure 5. Aperçu des importateurs et exportateurs d'engrais, 2019

Source: Observatory of Economic Complexity (OEC)



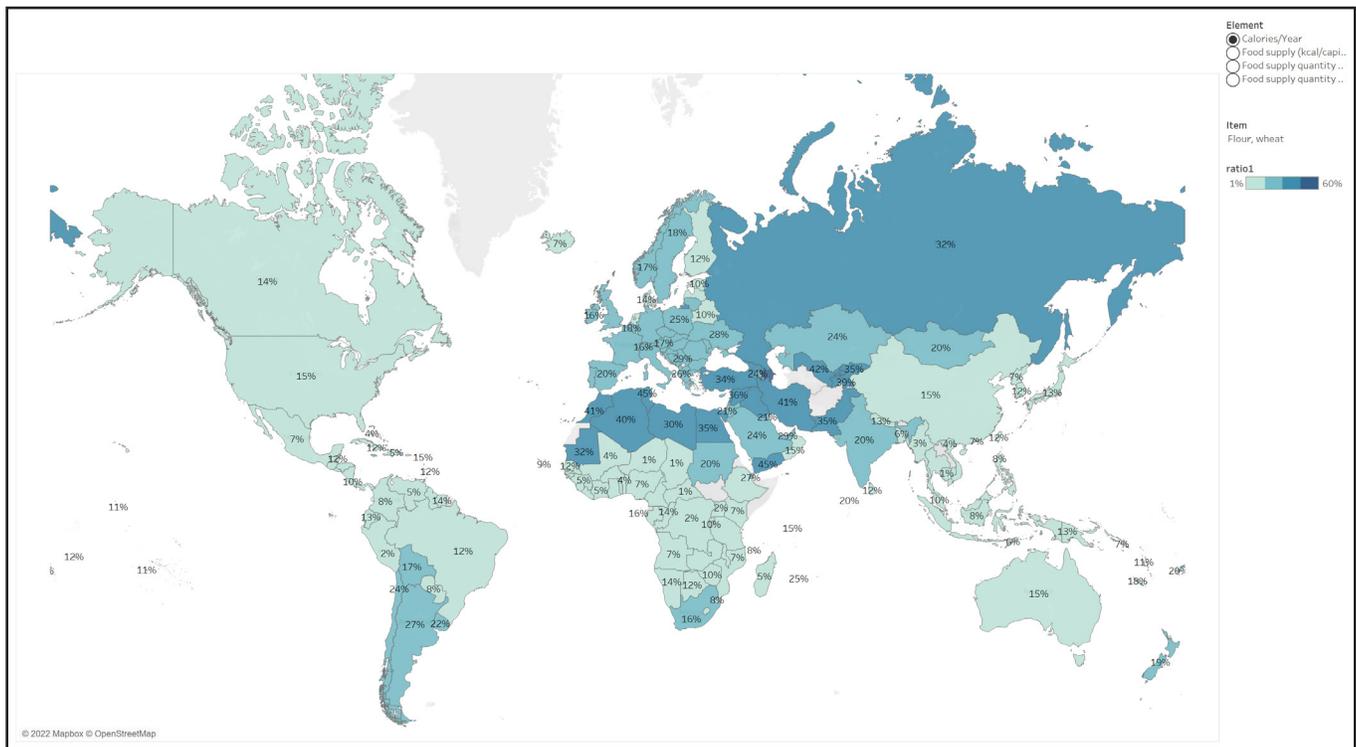
Sécurité alimentaire

L'information présentée ci-dessus permet de mieux comprendre les effets de la guerre et de déterminer quels aliments peuvent être menacés dans l'immédiat. La perturbation causée par l'invasion russe aura des répercussions sur les produits alimentaires de base, notamment le blé et l'huile de tournesol. Étant donné que l'Ukraine est un grand exportateur

de ces produits, la situation serait suffisamment grave; cependant, la situation est en fait plus grave parce que les pays qui dépendent le plus de l'Ukraine comme source d'importation de produits alimentaires, notamment le blé, sont aussi parmi les plus dépendants du blé en tant que source de calories alimentaires. La figure 7 ci-dessous illustre cette situation. L'Afrique du

Nord et le Moyen-Orient ont une proportion relativement élevée de calories provenant de la farine de blé sur les calories totales disponibles pour la consommation humaine, généralement de 35 à 40 %. À titre de comparaison, dans les pays d'Amérique du Nord et d'Europe de l'Ouest, la proportion de calories provenant de la farine de blé est de 15 à 20 %.

Figure 7. Part des calories totales provenant de la farine de blé



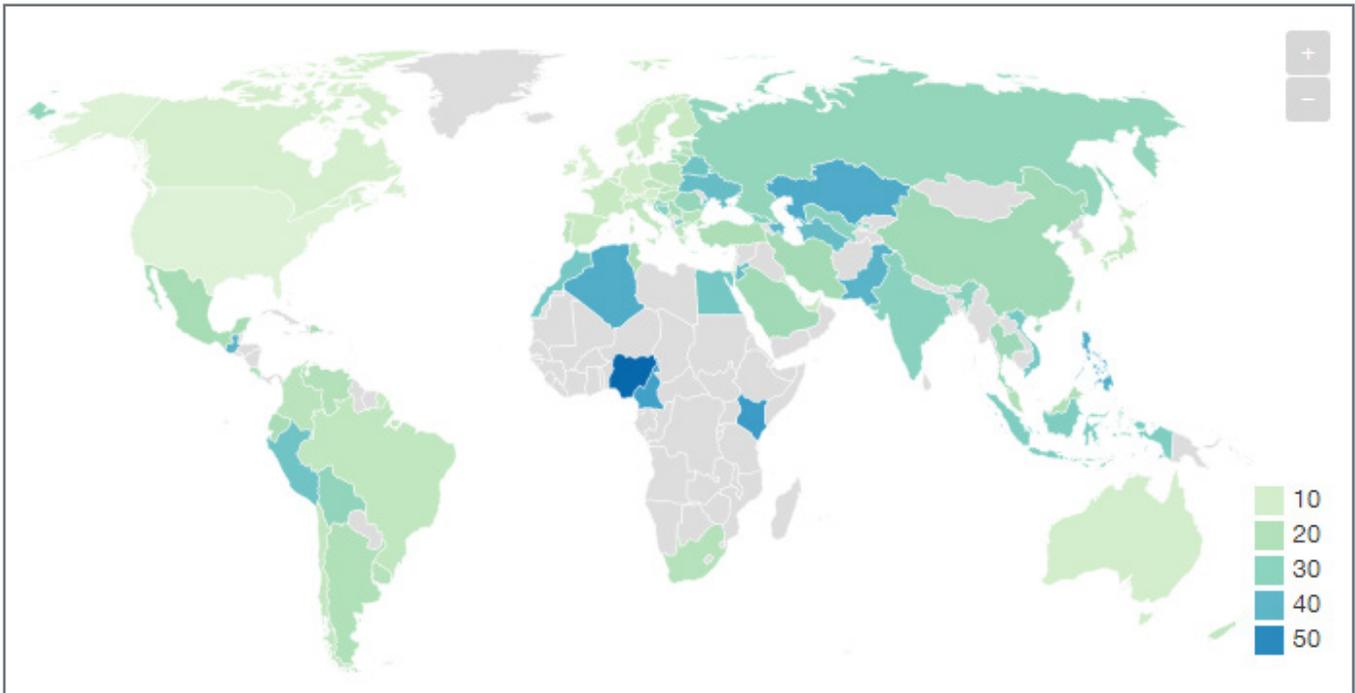
Source: Créé par l'ICPA à l'aide du logiciel Tableau et des données FAOSTAT

De plus, dans bon nombre de ces mêmes pays, les ménages consacrent une proportion relativement élevée de leur revenu à l'alimentation. La figure 8 donne une indication. La figure démontre que, dans les principaux marchés nationaux

desservis auparavant par l'Ukraine, les consommateurs ont consacré jusqu'à 30 à 40 % de leur revenu à l'alimentation. Cela montre bien la sensibilité à l'inflation des prix alimentaires dans ces pays. La dépendance à l'égard de l'Ukraine

pour les céréales fourragères — maïs et orge — est plus grande, la Chine et plusieurs pays européens dépendant de l'Ukraine comme fournisseur d'importation.

Figure 8. Pourcentage des dépenses de consommation consacrées aux aliments consommés à la maison pour certains pays, 2015



Source: <https://www.weforum.org/agenda/2016/12/this-map-shows-how-much-each-country-spends-on-food/>

Les importations de céréales fourragères soutiennent la production de bétail et de viande dans certains pays; la perte soudaine de l'accès aux importations en provenance d'Ukraine pourrait affaiblir la base de production et les exportations. En retour, cela pourrait exercer des pressions sur un réalignement de la production et de l'exportation mondiales de viande. Par exemple, deux des pays qui dépendent le plus de l'Ukraine comme source d'importation de céréales fourragères sont l'Espagne et les Pays-Bas. En 2020, l'Espagne était le troisième exportateur net de porc en importance (en tonnes), juste devant le Canada. En 2020, les Pays-Bas étaient le quatrième exportateur net en importance (en tonnes) de volaille. Les deux pays accusent un déficit pour les céréales et les oléagineux, mais ont

développé leurs industries de la viande à l'abri de la concurrence extérieure à l'UE. Dans la mesure où d'importantes importations de maïs et d'orge ukrainiens ne sont plus disponibles, la flambée des prix des aliments pour animaux pourrait faire en sorte que ces industries ne soient plus rentables et créer un éventuel effet d'entraînement sur les marchés de la viande, privilégiant les régions qui ont une abondance d'aliments pour la production animale, et faire grimper le prix de la viande une fois que la réduction initiale des troupeaux sera terminée. Cela crée un problème indirect de sécurité alimentaire attribuable au conflit.

L'impact sur le commerce des engrais nuira à la capacité de production. La mer Noire présente des défis et des risques logistiques évidents, même si les ports russes

restent ouverts. Ailleurs, les alliés de l'OTAN ont interdit l'utilisation de certains ports pour l'exportation de potasse de la Biélorussie¹, qui devra être réacheminée vers les ports russes, ce qui augmentera la congestion et les coûts et réduira l'accès pour les pays importateurs. De plus, à mesure que les pays révoqueront le statut de NPF à la Russie, les engrais russes importés pourraient devenir beaucoup plus coûteux, entraînant un détournement des échanges par le réacheminement du produit et limitant l'utilisation économique². Cela nuirait au rendement des cultures dans certaines régions du monde au cours de cette saison de croissance critique; en l'espace de quelques mois seulement, cela toucherait également les principaux exportateurs agricoles de l'hémisphère Sud.

¹ <https://www.bloomberg.com/news/articles/2022-01-12/belarus-loses-key-potash-transit-route-through-lithuania?sref=ZcpONEpZ>

² Le Canada a révoqué le statut de NPF à la Russie et à la Biélorussie au début de mars, ce qui a entraîné l'imposition d'un tarif général de 35 % sur les produits de ces pays, en plus des tarifs existants <https://www.reuters.com/world/what-revoking-russias-most-favoured-nation-status-means-2022-03-11/>

Au moment où cette guerre en Ukraine s'intensifie, les risques pour la sécurité alimentaire mondiale augmente. De nombreux pays surveillent ou interdisent carrément l'exportation de céréales ou d'huile végétale. Les pays qui font face à la menace la plus immédiate de pénurie essaient de déterminer le stock physique. D'autres pays, comme le Kenya, tirent des leçons de la crise et planifient de renforcer la capaci-

été de stockage des céréales.

Même avant la guerre, le monde anticipait une récolte abondante en 2022 qui pourrait renverser la tendance à la hausse des prix des aliments et la tendance à la baisse des stocks dans le monde. Cependant, il y avait déjà des vents contraires qui donnaient à réfléchir. Les prix et la disponibilité des engrais étaient déjà une préoccupation,

et il y avait des préoccupations au sujet des cultures insuffisantes en Amérique du Sud et d'une mauvaise récolte de blé en Chine, et les prairies canadiennes et les plaines du nord des États-Unis ont connu une récolte décevante en 2020. La situation de la sécurité alimentaire mondiale est maintenant plus compliquée et urgente.

Interprétation

Ce qui précède donne un aperçu de la situation actuelle dans laquelle il y a de nombreuses variables inconnues et de nombreuses péripéties à se dérouler. Cependant, certains des éléments connus peuvent être mis en évidence:

- Les exportations de l'Ukraine sont presque entièrement des produits d'origine ukrainienne, et non des produits importés qui sont ensuite exportés. Par conséquent, la perspective des exportations agroalimentaires de l'Ukraine dans l'avenir dépend presque exclusivement de la production agricole ukrainienne.
- Les ports ukrainiens sont fermés; les autres ports de la mer Noire ne le sont pas. Les exportations de produits de la Russie, de la Moldavie, de la Roumanie et de la Bulgarie peuvent continuer de transiter par les ports de la mer Noire à partir de ces pays. Les risques liés au transport maritime dans une zone de conflit peuvent limiter l'exportation à partir de ports autres que les ports ukrainiens de la mer Noire, mais celle-ci n'est pas interdite.
- Un nombre croissant de pays ont imposé des sanctions contre la Russie qui interdisent effectivement les importations en provenance de ce pays. Il s'agit notamment d'interdire à la Russie d'utiliser le système SWIFT (Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunications).
- En guise de représailles, la Russie a interdit (ou envisage d'interdire) l'exportation de certains de ses propres produits vers le reste du monde. Plus particulièrement, le blé, le seigle, l'orge et le maïs russes pourraient être retenus à l'intérieur des frontières de la Russie jusqu'au 30 juin 2022³.
- Pendant ce temps, les pays accumulent leurs propres denrées alimentaires et aliments pour le bétail : La Moldavie, la Hongrie et la Serbie ont interdit leurs propres exportations de céréales; l'Indonésie ralentit ses exportations d'huile de palme⁴; et l'Argentine a cessé d'exporter sa plus récente récolte de tourteau et d'huile de soja⁵.
- Le blé d'hiver, qui a déjà été semé, représente la majeure partie de la récolte ukrainienne de blé. Il est toujours inconnu à quel point les engrais et les intrants de lutte antiparasitaire seront disponibles, ainsi que les conditions de moisson et de commercialisation de la récolte de 2022, surtout pendant une période de conflit. Cela nuit au rendement du blé, mais pas à la superficie. L'Ukraine est très près de la saison de plantation du maïs, du tournesol, du colza et d'autres cultures semées au printemps. On ne sait absolument pas dans quelle mesure les cultures printanières seront plantées, entretenues, etc.
- On ne connaît pas l'ampleur des dommages subis par les usines de transformation et les installations de manutention des céréales (y compris les terminaux portuaires) et les divers aspects de l'infrastructure utilisée pour la commercialisation des produits agricoles – routes, chemins de fer, etc.
- Il reste d'importants volumes de cultures récoltées en 2021 en stock en Ukraine. La figure 9 ci-dessous fournit une estimation. Il semble qu'au moment de l'invasion, il restait environ 6 millions de tonnes de blé à exporter et environ 14,5 millions de tonnes de maïs.

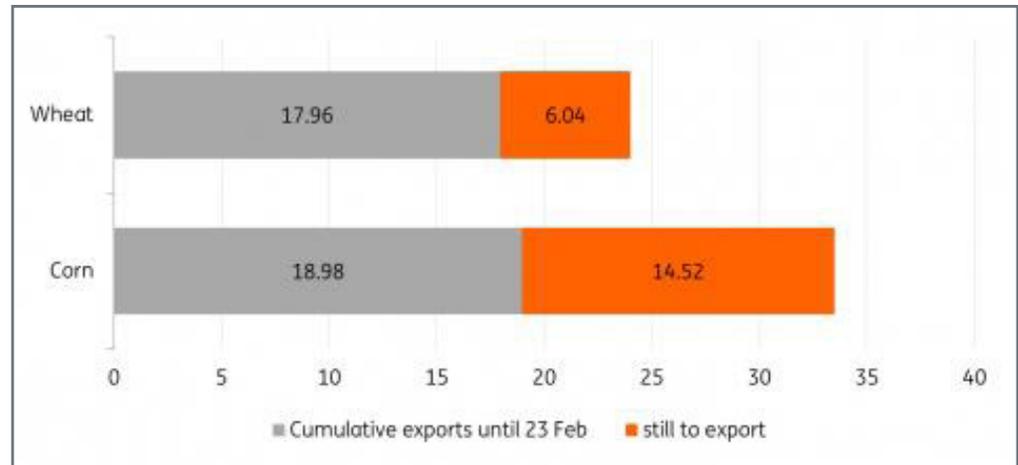
³ <https://www.agri-pulse.com/articles/17359-russia-mulls-temporary-ban-on-wheat-rye-barley-corn-exports>

⁴ *Supply Chain Latest: Food Protectionism Threat to Crop Trading - Bloomberg*

⁵ <https://www.reuters.com/article/us-grains-argentina/argentina-halts-export-registration-for-soy-oil-meal-idUSKCN2LB01Q>

Figure 9. Exportations estimatives de maïs et de blé de l'Ukraine depuis le début de l'année, volumes restants pour l'exportation (en tonnes)

Source: The Middle East North Africa Financial Network, Inc. (basé sur la recherche du gouvernement de l'Ukraine, l'USDA, et ING)



Pour l'instant, il existe une perspective d'importants volumes de céréales coincés en Ukraine; la probabilité d'une baisse du rendement et de la production de blé en 2022, étant donné que la culture est ensemencée et en croissance; la probabilité d'une diminution spectaculaire de la superficie, de la production et du rendement du maïs, du tournesol, de l'orge et du colza (pas encore ensemencé); et aucune exportation de la nouvelle récolte, en attendant la résolution du conflit et des dommages causés aux installations et aux infrastructures de manutention en Ukraine.

Ainsi, pour les anciens clients des exportations de l'Ukraine de ces cultures, l'année 2022 semble sombre. De plus, il n'est pas exagéré de penser que les volumes existants en stock et la production de 2022 pourraient être nécessaires en Ukraine pour nourrir la population nationale restante. Par ailleurs, s'il reste des excédents de la récolte de 2022, dans les régions de l'Ukraine qui demeurent occupées par la Russie, il est probable qu'en vertu des conditions d'échange

améliorées avec la Chine, les produits excédentaires seraient exportés en Chine plutôt que chez les clients d'exportation de l'Ukraine, notamment le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.

Pendant que les ports russes restent ouverts à l'exportation des engrais, les logistiques seront certainement entravées et les mesures commerciales prises par les pays occidentaux limiteront les exportations réelles de la Russie et de la Biélorussie. Cela risque d'avoir une incidence sur la production de cultures dans de nombreuses régions du monde, y compris les principaux exportateurs.

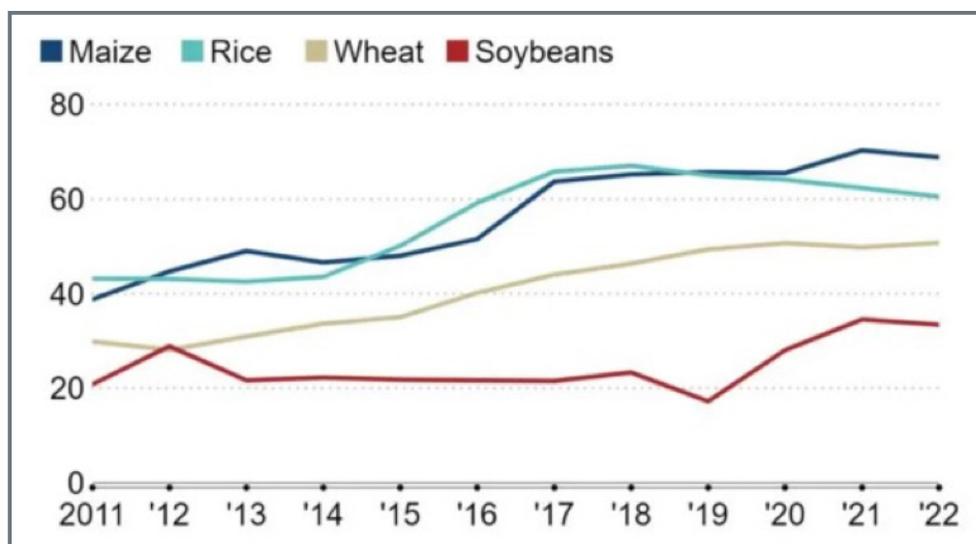
En fait, la situation semble sombre pour le monde, comme en témoignent les stocks disponibles pour amortir les pertes d'approvisionnement en exportations de l'Ukraine. Les données de la FAO montrent que, depuis 2017-2018, les stocks mondiaux de céréales n'ont pas pu augmenter (malgré des augmentations importantes de la production mondiale). Cependant, la part des stocks mondiaux conservés

dans les pays exportateurs — et facilement redistribuée pour compenser la rareté — a chuté à une proportion décroissante des stocks. La Chine — un grand producteur de céréales, mais aussi un grand importateur net — détient une proportion croissante des stocks mondiaux.

La figure 10 en fournit la preuve. La Chine détient depuis longtemps d'importants stocks publics de céréales importantes, mais ces stocks ont récemment augmenté, notamment pour le blé et le maïs, de sorte que la Chine détient environ 50 % des stocks mondiaux de blé et plus de 70 % des stocks mondiaux de maïs. Il faut supposer que ces stocks sont détenus par la Chine pour la Chine et ne seront pas redistribués ailleurs. Nous nous retrouvons donc dans une situation où les stocks mondiaux de céréales diminuent et où seulement 50 % des stocks de blé et environ 30 % des stocks de maïs sont disponibles pour combler les besoins criants de la faim.

Figure 10. Part de la Chine dans les stocks mondiaux de céréales (en pourcentage; année de récolte)

Source: Analyse de Nikkei fondée sur les données de l'USDA



La situation du Canada

Le Canada joue le rôle d'une puissance moyenne dans le secteur agroalimentaire, avec une importante capacité d'exportation de certains produits, notamment le canola, le porc, le blé et les légumineuses. Fait important, la grande majorité des cultures du Canada sont ensemencées au printemps, ce qui signifie que la superficie pour 2022 n'est pas encore déterminée (bien que ce soit dans quelques semaines seulement).

Cependant, à lui seul, le Canada ne peut pas combler le gouffre créé par le conflit en Ukraine au chapitre du commerce agroalimentaire et de la sécurité alimentaire. Les principales exportations de l'Ukraine, en termes de volume et d'importance relative, sont le maïs et les produits du tournesol. Le Canada est en grande partie équilibré sur le plan du commerce du maïs, et on ne peut certainement pas compter

sur lui en tant que grand exportateur de maïs. Le Canada n'est pas un grand producteur ou exportateur de produits de tournesol.

Le Canada a toujours été un grand exportateur de blé, et l'Ouest canadien produit en grande majorité du blé de printemps, de sorte que la superficie n'est pas encore déterminée. Cependant, le blé de printemps n'est pas un substitut parfait au blé d'hiver, et entre 2019 et 2022, la superficie en blé au Canada a diminué de 6,5 %, tandis que la superficie en canola a augmenté de 8,2 %⁶. Étant donné que les prix du canola et du blé sont exceptionnellement élevés, ce n'est pas clair que les producteurs de l'Ouest déplaceraient de grandes superficies vers le blé plutôt que le canola.

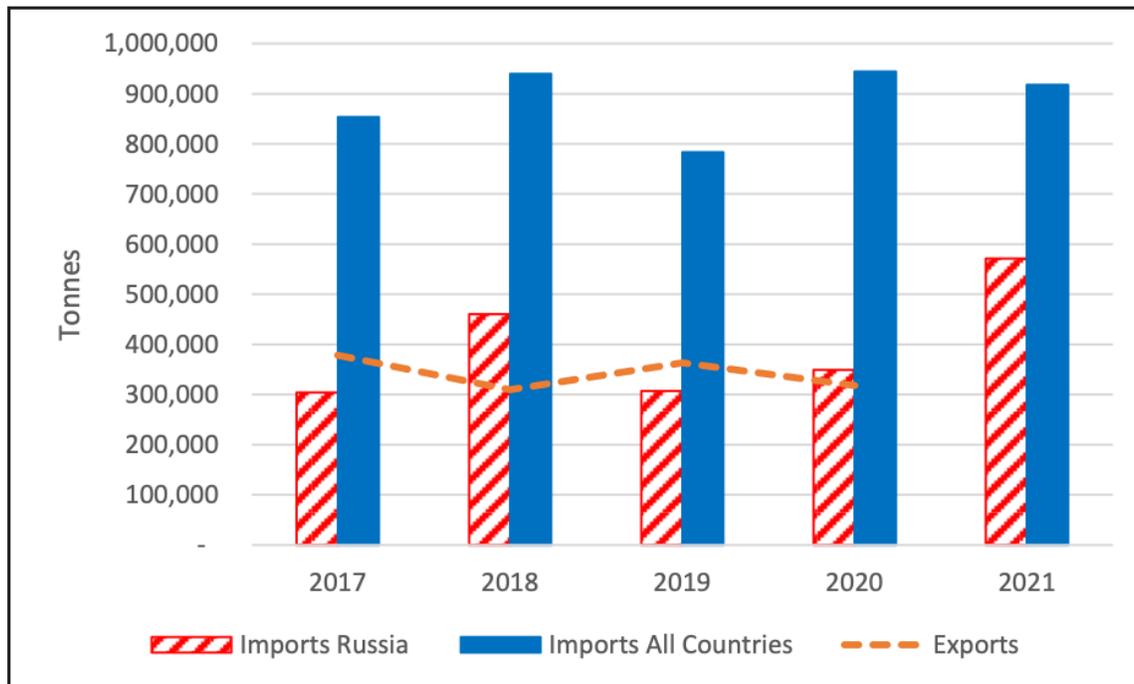
Le Canada fait également face à des risques. Bien que le Canada soit un important exportateur d'engrais et le plus grand exportateur

de potasse, il est un importateur d'engrais azotés russes, surtout à l'est du Canada. La situation est illustrée à la figure 11 ci-dessous pour l'urée. Les importations canadiennes d'urée ont varié entre 800 000 et 900 000 tonnes, avec des exportations d'environ 350 000 tonnes. Cependant, parmi les importations canadiennes d'urée, les importations en provenance de la Russie sont importantes, plus récemment de 571 000 tonnes. La restriction de l'accès à l'urée russe pourrait donc être problématique, surtout dans l'est du Canada, et l'imposition d'un droit douanier de 35 % découlant de la révocation du statut de NPF à la Russie rendra ce produit très coûteux, ou créera un certain risque de réduction de l'accès à l'urée en raison du réacheminement des cargaisons, à moins que d'autres dispositions puissent être prises⁷.

⁶ <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/210629/dq210629b-fra.pdf>

⁷ L'une des complications est que le Canada a également interdit les navires de charge et de pêche russes dans les eaux canadiennes <https://www.canada.ca/fr/transports-canada/nouvelles/2022/03/le-gouvernement-du-canada-interdit-aux-navires-et-aux-bateaux-de-peche-russes-dentree-dans-les-ports-et-dans-les-eaux-interieures-du-canada.html>

Figure 11. Importations et exportations canadiennes d'urée



Source: Statistique Canada CICM 3102.10.00.00 – Urée, en solution aqueuse ou non, en paquets de plus de 10 kg

Conclusion

Le Canada ne réglera pas les problèmes liés à la crise en Ukraine et fera face à l'inflation et aux perturbations liées à l'alimentation significatives. Toutefois, le Canada peut prendre certaines mesures. Il est remarquable qu'avec ses réserves de gaz naturel, le Canada se retrouve dans une position d'importation d'engrais russes. Dans un contexte où le coût de l'énergie est élevé, les engrais mondiaux sont de plus en plus instables sur le plan géopolitique et deviennent des produits de base à valeur stratégique élevée. Le Canada est déjà le plus grand exportateur de potasse, et il serait certainement possible de devenir plus autonome en ce qui concerne les engrais azotés et d'élaborer une stratégie pour s'approvisionner en phosphates importés. L'objectif de réduction des émissions d'engrais

azotés annoncée par le gouvernement fédéral est une occasion de mettre l'accent sur l'amélioration de l'efficacité des engrais, et la dépendance aux importations en est un aspect.

Pour 2022, la superficie de blé d'hiver dans l'hémisphère nord est fixe; la superficie de blé de printemps ne l'est pas. En tant que pays ayant une capacité matérielle d'approvisionner les exportations de blé, le Canada pourrait avoir l'occasion d'aider à approvisionner les pays qui dépendent le plus des approvisionnements ukrainiens perdus pour 2022, et peut-être plus longtemps. Cependant, ce n'est pas du tout évident. Les marchés font sûrement partie de la solution, et l'augmentation des prix du blé devrait soutenir l'augmentation de la superficie de blé; cependant, bon nombre des mêmes forces

exercent des pressions à la hausse sur les prix du canola, ce qui peut être frustrant ou déroutant pour une réponse de l'offre. Un effort multinational coordonné pourrait être nécessaire s'il faut fournir un approvisionnement continu de blé et d'autres produits d'alimentation aux pays les plus sensibles à la perte de l'Ukraine en tant que fournisseur.

Le Canada doit investir dans son infrastructure ferroviaire et portuaire pour améliorer la résilience de sa chaîne d'approvisionnement et sa capacité à être un fournisseur plus efficace et fiable de nourriture, d'aliments pour animaux et d'engrais. Ce n'est pas un nouveau problème, mais dans un monde plus caractérisé par la rareté et la forte demande, c'est encore plus prioritaire.

Il y a des risques importants pour les industries européennes de l'élevage qui sont fondées sur les céréales fourragères importées de l'Ukraine. Si ces stocks diminuent, il se peut que des pays ayant des avantages comparatifs et la sécurité de l'accès aux céréales fourragères au pays (et même une demande mondiale) aient l'occasion d'accroître la production de bétail. Pourtant, certains segments de la production de bétail au Canada subissent d'importantes pressions économiques aujourd'hui, et les gouvernements doivent essayer de déterminer comment soutenir ces industries pendant une éventuelle transition. Dans le contexte

d'une transition mondiale vers des systèmes de production de bétail plus axés sur le marché et plus concurrentiels, le Canada pourrait être bien placé, reconnaissant le besoin de renouvellement et de nouveaux investissements, ainsi que les mécanismes d'atténuation des risques pour appuyer l'investissement.

En fin de compte, les risques liés à cet effort — la sécurité alimentaire — pourraient ne pas être entièrement pris en considération par les marchés. Dans les pays moins développés, la faim entraîne facilement des troubles sociaux, des émeutes et des révolutions. La terrible ironie, c'est que les prob-

lèmes de sécurité alimentaire — qui existent déjà, mais qui ont été aggravés par l'invasion de l'Ukraine — pourraient déclencher d'autres conflits secondaires au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et ailleurs. Le Canada et d'autres pays doivent donc aider les pays où les aliments représentent une part relativement importante du revenu des ménages afin de réduire les retombées de l'invasion de l'Ukraine.

